

**DÉPLACER LES
PAUVRES POUR
LES JEUX !**



Banderole des militant·e-s de No Olympics 2020

par l'embourgeoisement et la gentrification de la ville, mais aussi par une criminalisation accrue des sans-abris dans les régions environnantes. Une situation qui se dégrade dès à présent avec l'augmentation sans précédent des attaques criminelles visant les personnes sans-abris et leurs campements de fortune.

Les deux dernières éditions des JOP présentées ci-dessus, n'ayant pas encore eu lieu, il ne s'agit pour le moment que de tirer un bilan provisoire de celles-ci. Pour conclure, nous reprenons ici les mots de Jean Du Plessis, coordinateur de l'étude du COHRE :

Aucune personne ou communauté ne devrait être expulsée de force pour le plaisir d'un événement sportif. Personne ne devrait être déplacé en raison d'une célébration culturelle. La riche diversité d'une communauté ne doit pas être cachée, déplacée ou détruite pour un concours de beauté. Il est possible (et impératif) d'organiser des mega-événements sans expulser les gens de force, sans criminaliser les sans-abri et sans rendre le logement inabordable.

Partout où ils ont lieu, les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) entraînent une véritable chasse aux pauvres dans les villes hôtes. Pour comprendre comment et pourquoi les JOP impactent la vie des pauvres et précaires, nous proposons une traduction et un résumé des arguments avancés par le journaliste Ashok Kumar dans un article publié dans le journal *Ceasefire* à l'époque des JOP de Londres¹.

Les Jeux sont utilisés pour restructurer fondamentalement la ville hôte de manière à exclure délibérément ses habitants-e-s de la classe ouvrière et des minorités ethniques.

Dans chaque ville où ils ont lieu, l'histoire est presque toujours identique. Une fois sélectionnée, une ville dépense de vastes ressources publiques pour lancer un programme de déplacement forcé, de spéculation locative, de projets de rénovation urbaine, de démolition de logements sociaux et de gentrification. En fait, s'il y a un fil conducteur qui traverse presque chaque épreuve olympique, c'est que les pauvres de chaque Jeux subventionnent leur propre dépossession violente.

Ceci n'est cependant que le début d'une stratégie globale pour restructurer le caractère, la composition et la politique de la ville. Partout où les Jeux s'injectent, l'histoire reste la même; à commencer par les cibles faciles – les travailleuses du sexe et les sans-abri – les décideurs se dirigent bientôt vers l'expulsion des minorités ethniques et des habitants de la classe ouvrière de leur ville.

Une tactique courante consiste à nier tout lien entre les politiques elles-mêmes et les Jeux olympiques. Comme dans le cas des travailleuses du sexe de Londres, qui ont été victimes de dix fois plus de descentes dans les cinq arrondissements olympiques que dans le reste de Londres, les autorités ont répété que les efforts déployés ne sont pas "liés aux Jeux olympiques", mais à une "préoccupation communautaire" croissante.

¹ Ashok Kumar, "Want to cleanse your city of its poor? Host the Olympics", *Ceasefire*, 12 avril, 2012. Lien : <https://ceasefiremagazine.co.uk/olympics-opportunity-cleanse-city>

Les Jeux olympiques ont toujours été utilisés comme moyen de poursuivre ce que David Harvey appelle "l'accumulation par dépossession", des politiques visibles d'expulsions forcées aux politiques voilées comme la gentrification. Ce processus violent est intimement lié à la reconfiguration du paysage pour l'accumulation de capital et est en fait, un des buts même des Jeux olympiques.

Les Jeux ne sont pas simplement organisés pour "assainir" la ville, mais pour la reconfigurer fondamentalement, la "purifier" de ses pauvres et de ses indésirables, non seulement pour faire place à une ville par et pour les riches, mais aussi pour élargir le terrain d'une activité rentable.

Alors que l'argent est injecté dans le développement, la régénération et la "propreté" de la ville, les « communautés » sont forcées de fuir, transformant une identité collective urbaine en une identité de consommateur individualisé, définie par un idéal racial, économique et ethnique homogène. Ce processus de gentrification entraîne un profond isolement politique et culturel, l'aliénation et le détachement ; le détachement des familles les unes des autres et le détachement des biens communs. Les expulsions à court terme et la gentrification à long terme vont de pair.

En 2007, le Centre des droits au logement et des expulsions (COHRE) financé par les Nations Unies a publié un rapport détaillant les effets des Jeux olympiques entre 1988 et 2008. Elle en a conclu que les Jeux olympiques ont évincé plus de 2 millions de personnes au cours des vingt dernières années et qu'ils sont l'une des principales causes de déplacement et d'inflation immobilière dans le monde.

Toute lecture de l'histoire olympique révèle les véritables motifs de chaque ville hôte. C'est la nécessité de choquer, d'accélérer la dépossession des pauvres et des marginalisés dans le cadre des machinations plus larges de l'accumulation du capital. Les architectes de ce plan ont besoin d'un spectacle spectaculaire, d'un dispositif hégémonique pour reconfigurer les droits, les relations spatiales et l'autodétermination de la classe ouvrière de la ville, pour reconstituer pour qui et pour quel but la ville existe. Contrairement à tout autre événement, les Jeux olympiques offrent justement ce genre d'occasion.

Cette disparition des pauvres ne concerne pas seulement les 66 000 personnes sans foyer du comté de L.A, mais aussi les nombreux vendeurs de rue, les travailleurs du sexe, tous ceux qui participent à des économies informelles, les immigrants et les communautés BIPOC. Les promoteurs et les politiciens veulent qu'ils disparaissent tous, et les Jeux olympiques sont là pour accélérer, justifier et mettre un verni brillant sur leur projet de nettoyage ethnique.



Un camp de sans-abris dans les rues de Los Angeles

Les militant·e·s du collectif #HomesNotHotels craignent de leur côté que le développement de la ville ne s'intensifie jusqu'aux JOP de 2028, alors que les responsables se démentent pour élargir l'infrastructure touristique de la région. Ils affirment que cela se traduirait non seulement

à éviter la construction de camps jusqu'à la tenue des JOP. Par ailleurs, l'arrivée des JOP et de ses spectateur·ice·s incite certains hôtels sociaux à rompre leur convention avec l'État pour accueillir des touristes. En Ile de France, c'est 56 000 personnes qui vivent en hôtels sociaux, et chaque jour le 115 reçoit entre 1 500 et 2000 appels, ne pouvant répondre qu'à 15 % de ces demandes d'hébergement d'urgence. Prétendant des services engorgés en Ile de France, des SAS (sas d'accueil temporaire) ont été créés en régions, afin de pouvoir accueillir les sans-abris de Paris.

En matière de gentrification, s'il est encore trop tôt pour savoir exactement quelle sera l'ampleur de l'augmentation des loyers, on peut déjà constater une forte hausse des prix des Airbnb pour la période des Jeux, ainsi que des opérations massives de gentrification, particulièrement à Saint-Denis, Aubervilliers et Porte de la Chapelle à Paris. Une gentrification liée entre autres à la construction d'équipements olympiques.

De plus, toujours dans l'optique de pallier la problématique du manque de logement pour les JOP, des étudiant·e·s boursier·ère·s vivant en CROUS ont récemment reçu un mail les informant que "le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques nous demande de mettre à sa disposition la résidence CROUS où vous êtes actuellement logé pendant les mois de juillet et août 2024 pour l'accueil des partenaires et volontaires mobilisés pour l'événement". Ils et elles seront donc obligé·e·s de libérer leur logement au 1^{er} juillet 2024, et ce, jusqu'à début septembre.

Si vous voulez en savoir plus sur la situation des expulsions liées aux JOP de Paris 2024, nous vous renvoyons vers notre brochure centrée sur cette édition.

LOS ANGELES 2028 : Bien que prévu dans cinq ans encore, les JOP de Los Angeles 2028 commencent déjà à mettre en danger la population de sans-abris de la ville. Le maire de la ville Eric Garcetti a signé un amendement visant à criminaliser les sans-abris et interdisant aux gens de s'asseoir, de se coucher et de dormir sur les trottoirs de la ville. Les activistes dénoncent cette législation comme un moyen carcéral de répondre à la crise du logement de la ville en prévision des Jeux de 2028. Une militante de Nolympics LA explique :

Particulièrement au cours des décennies qui ont suivi les Jeux olympiques de Los Angeles de 1984, qui ont été très rentables, les politiques et les élites du monde des affaires ont saisi le potentiel des Jeux pour agir comme catalyseurs du développement et du renforcement de l'infrastructure et même la capitale culturelle de la ville hôte"



Banderoles des militant·e·s de Poverty Olympics contre les JOP de Vancouver

Des agents de sécurité privée évacuent aussi les sans-abris des endroits touristiques pour les emmener jusqu'à 80 km au-delà de la ville. L'un des cas les plus célèbres de personnes déplacé-e-s de force est la favela Vila Autodromo, qui abritait plus de 600 personnes. Le maire a prétexté que la favela posait des problèmes esthétiques et environnementaux et, en 2015, presque 90 % des résident-e-s de la favela voient leurs maisons détruites au bulldozer pour finir la construction du Parc Olympique, qui se situait juste à côté.

Tokyo 2020 : Dès 2013, un mois seulement après la sélection de la candidature de Tokyo 2020, les représentant-e-s des JOP annoncent aux sans-abris dormant dans le parc Meji qu'ils doivent partir, à cause de la construction du nouveau stade national, l'un des principaux stades pour les JOP. Les sans-abris qui décident malgré tout de rester sont expulsé-e-s de force en 2016. Les sans-abris qui dormaient dans le parc Shibuya à Tokyo sont aussi forcé-e-s de se déplacer pour de futures constructions. Historiquement, les parcs publics au Japon ont longtemps servi d'abris pour les personnes ayant perdu leur maisons suite à une catastrophe naturelle ou aux destructions de la guerre – une tolérance qui diminue à mesure que les villes commencent à considérer les parcs publics comme des ressources inutilisées. Les JOP fournissent ainsi la parfaite excuse pour accélérer la transformation des parcs municipaux en propriétés privées. Ainsi les parcs sont fermés et éclairés la nuit pour décourager les sans-abris. Par ailleurs, 300 propriétaires de maisons sont relogé-e-s pour les Jeux, incluant celles et ceux qui, dans une triste ironie du sort, avait déjà été déplacé-e-s pour les Jeux de Tokyo 1964. Autre ironie de l'histoire, la plupart de ces expulsions sont faites dans une optique d'embellir la ville pour les touristes, qui avec la pandémie de Covid-19, ne sont finalement jamais venu-e-s.

PARIS 2024 : Le bilan de JOP de Paris 2024 n'est pour l'instant pas meilleur que les éditions précédentes. Les Jeux ont déjà entraîné le déplacement de 275 personnes du Foyer de travailleurs Adef à Saint-Ouen, celui-ci ayant été détruit pour la construction du Village Olympique. Sur l'île Saint-Denis, les 500 habitant-e-s du squat de travailleur-euse-s sans-papiers Unibeton furent aussi délogé-e-s par la force, car se situant à quelques rues du Village Olympique.

Les forces de l'ordre mènent depuis 2020, des véritables opérations de chasse aux migrant-e-s, notamment tout au long du canal de Saint-Denis, cherchant

était historiquement un quartier ouvrier assez pauvre. Les 425 habitant-e-s du lotissement de Clays Lane sont déplacé-e-s en 2007, pour permettre la construction du Parc Olympique. Avec les JOP, les loyers de Londres ont été multipliés par quatre.



Destruction de la favela Vila Autódromo à Rio

Rio 2016 : Le nombre de personnes déplacées pour les Jeux de Rio ne fait pas consensus, mais les estimations parlent d'entre 60 000 à 70 000 personnes. Devant ce nombre, les activistes renommement les JOP "Les Jeux de l'exclusion". Dès 2009 (avant l'arrivée de la Coupe du Monde), l'État met en place des "opérations d'ordre de choc", qui constituent, entres autres, à rassembler les quelques 5 500 sans-abris de Rio pour les emmener loin des sites olympiques, dans des abris municipaux en périphérie de la ville.

En nous appuyant principalement sur le rapport du COHRE, "Mega-events, olympic games and housing rights, opportunities for the olympic movement and others"², nous présentons ci-dessous un rapide compte-rendu des impacts de chaque édition des JOP d'été sur les pauvres et précaires depuis les Jeux de Los Angeles 1984.

LOS ANGELES 1984 : Au début des années 1980, Los Angeles est caractérisée par une augmentation drastique des prix de l'immobilier, et parallèlement, du nombre de sans-abris ; ceci lui vaut d'être qualifiée de "capitale des sans-abris des États-Unis". De 1982 à 1984, la ville de Los Angeles passe de nouvelles ordonnances permettant de criminaliser les personnes vivant dans la rue, dormant dans leur véhicule ou dans des espaces publics, tels que les bancs de bus. Le "nettoyage" de la ville ne se limite pas aux sans-abris et une unité spéciale de police est créée, comptant 135 officiers, pour lutter contre le travail du sexe. Durant les cinq semaines qui précèdent les Jeux, plus de 1 000 personnes sont arrêtées sur ce motif.

SÉOUL 1988 : Durant les cinq années qui ont précédé les Jeux, 48 000 maisons sont détruites, déplaçant un peu plus de 720 000 personnes. La quasi-majorité d'entre elles ne reçoit pas de logement de remplacement. Par ailleurs, le gouvernement procède à un "nettoyage" des rues en envoyant les sans-abris, les prostitué-e-s et toute personne suspectée de "vagabondage" dans des camps de concentration aux conditions de détention terrifiantes. Brothers Home Welfare Center est l'un des instituts les plus célèbres pour les horreurs qui s'y dérouleront (Voir notre brochure consacrée à ce sujet).

BARCELONE 1992 : Entre 1986, date de désignation de Barcelone comme ville hôte et le début des Jeux, les prix de l'immobilier augmentent de 240 %. Sur la même période, plus de 600 familles sont délogées d'espaces désignés pour les sites olympiques. Autour des zones du Village Olympique, entre 90 à 100 % des Roms vivant dans ces zones sont déplacé-e-s. Lors des JOP, les pensions de famille, privilégiées par les personnes à bas revenus,

² <https://www.ruig-gian.org/ressources/Report%20Fair%20Play%20FINAL%20FINAL%20070531.pdf>

sont occupées par des touristes. Leurs prix augmentent, ce qui les rend inaccessibles aux résidents habituels.

ATLANTA 1996 : 9 000 sans-abris sont arrêtés-e-s avant les Jeux, et on estime à 30 000 le nombre de personnes déplacées pour les JOP. Les projets de planification détériorent les conditions de logement pour les habitants-e-s à bas revenus, affectant principalement les communautés afro-américaines.

SIDNEY 2000 : Les JOP de Sydney ont pu sembler, à première vue, avoir un meilleur bilan que les autres éditions, notamment car il n'y eut pas d'expulsions forcées. Néanmoins, les JOP participent à la gentrification de la ville et à une augmentation sans précédent des prix de l'immobilier (doublement des prix entre 1996 et 2003). De plus, les personnes à faibles revenus vivant dans des pensions de famille sont expulsées par les propriétaires, pour transformer ceux-ci en hôtel à destination des visiteurs-euse-s olympiques. Des lois sécuritaires sont aussi adoptées, permettant à la police de déplacer les personnes de l'espace public pour n'importe quel prétexte, tel que mendier ou dormir dans les toilettes publiques. Cette législation est également utilisée pour déplacer les personnes sans-abris qui dorment dans l'espace public et pour réprimer les contestations d'actives.

ATHÈNES 2004 : Lors des Jeux d'Athènes, ce sont surtout les populations Roms qui ont été victimes d'expulsions à grande échelle dans toute la Grèce, révélant le sévère racisme structurel dont elles sont victimes. Les expulsions forcées sont principalement menées par les autorités locales, souvent accompagnées par les prestataires de service travaillant pour les municipalités. On estime à 2 700 Roms impactés-e-s par les JOP, que ce soit à travers des expulsions ou des projets de logement qui sont abandonnés. Ces expulsions sont très souvent accompagnées de violences policières et la Grèce est condamnée internationalement pour la violation des droits humains à plusieurs reprises.

De plus, les groupes désignés comme pouvant donner une "mauvaise image" de la ville (soit les sans-abris, les toxicomanes et les demandeurs-euse-s d'asile) sont persécutés-e-s. Les JOP offrent un prétexte pour accélérer les procédures d'expropriation de terrain. Des décrets sont aussi promulgués, ordonnant le confinement des toxicomanes et des sans-abris dans des

institutions psychiatriques, tandis que la police cherche à incarcérer les demandeurs-euse-s d'asile dans des camps spéciaux, loin des JOP.

BEIJING 2008 : Les JOP de Beijing 2008 battent les records d'expulsions, avec environ 1,5 millions de personnes qui sont déplacées pour les JOP, dont un grand nombre de force. Durant la période de 2006 à 2008, une moyenne de 60 000 foyers par an sont démolis, déplaçant chaque année 50 000 personnes. Des nombres qui ne prennent pas en compte le nombre de personnes migrantes vivant "temporairement" dans l'un des 171 quartiers du centre, qui sont démolis pour la venue des JOP. On estime à 33 000 personnes par an, le nombre de personnes qui sont précarisées ou qui tombent dans la grande pauvreté dû à la destruction de leurs maisons ou de leurs quartiers. Les activistes du droit au logement font également l'objet d'une intense répression et, plus largement, toute personne cherchant à s'opposer aux expulsions.

LONDRES 2012 : En 2009, Boris Johnson, alors maire de Londres, annonce vouloir mettre un terme au sans-abrisme. L'idée n'est cependant pas d'aider les plus pauvres à trouver un foyer, mais bien d'employer la manière forte pour les expulser de l'espace public. Par exemple, dans le cadre de l'"Opération Poncho" les policiers-ère-s réveillent régulièrement les sans-abris au milieu de la nuit pour les obliger à se déplacer et les trottoirs des beaux quartiers sont aspergés de jets d'eau à haute puissance, afin d'empêcher les sans-abris de revenir dormir dans ces lieux. Les sans-abris dénoncent une augmentation du harcèlement policier à l'approche des JOP, avec la mise en place de "no sleep zones" et la confiscation de l'alcool.

L'industrie du sexe est elle aussi criminalisée. Les bordels sont fermés et les prostitués-e-s chassés-e-s des rues, tandis que les descentes de police sur les sex shops illégaux à Soho ont considérablement augmenté et ont été accompagnés de violences policières envers les personnes y travaillant. Une "zone de dispersion" est déclarée autour du Village Olympique, où la police a les pouvoirs d'arrêter, de fouiller et d'interpeller quiconque présenterait un comportement soi-disant "anti-social". Cela inclut des activités comme boire un verre avec des ami-e-s dans l'espace public ou fumer au mauvais endroit. Les JOP ont ainsi permis une extension de l'utilisation des amendes, des zones délimitées et des interdictions afin de modifier le comportement des personnes. Enfin, l'événement accélère considérablement la gentrification de Londres, en particulier dans l'Est, qui